

DOCUMENT

L'HISTOIRE DE L'ÉDUCATION EN FRANCE

Pierre Caspard
Service d'Histoire de l'Éducation, France.



En février 2013, Antoine Prost a reçu des mains du ministre de l'Éducation nationale français, Vincent Peillon, la plus haute distinction du pays, celle de commandeur de la Légion d'honneur. Le ministre lui-même, ancien professeur de philosophie, s'est consacré à l'Histoire de l'Éducation en publiant un ouvrage sur l'idée laïque chez Ferdinand Buisson (Peillon, 2010). Quant à Antoine Prost, cet éminent historien, ancien professeur à la Sorbonne, a choisi d'être décoré au titre d'historien de l'éducation, alors qu'il aurait pu en faire valoir d'autres: historien de la guerre de 1914-1918 et des anciens combattants, membre du Cabinet d'un Premier ministre et de nombreuses commissions de réflexion ministérielles.

Comme historien de l'éducation contemporaine, il est notamment l'auteur des deux manuels toujours les plus utilisés, trente à quarante ans après leur publication (Prost, 1968; 1981). Il a aussi publié une analyse socio-historique de la démocratisation de l'enseignement (Prost, 1988) et a tenu pendant plusieurs années une chronique d'histoire de l'éducation dans un mensuel grand public (Prost, 2007).

Dans l'allocution qu'il a prononcée en réponse aux félicitations du ministre, il a rappelé le chemin parcouru par l'histoire de l'éducation française depuis un demi-siècle, tout en soulignant les chances et problèmes liés à son ancrage institutionnel. C'est le texte de cette allocution que nous publions ci-après; nous remercions Antoine Prost de nous l'avoir communiqué.

References

PEILLON, Vincent. *Une religion pour la République: la foi laïque de Ferdinand Buisson*. Paris: Seuil, 2010.

PROST, Antoine. *L'enseignement en France 1800-1967*. Paris: Armand Colin, 1968; *L'École et la famille dans une société en mutation (1930-1980)*. In: Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. Paris: Nouvelle Librairie de France, 1981.

PROST, Antoine. *L'enseignement s'est-il démocratisé?* Paris: Presses Universitaires de France, 1988.

PROST, Antoine. *Regards historiques sur l'éducation en France, 19^e-20^e siècles*. Paris: Belin, 2007.

PIERRE CASPARD est ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé et docteur en histoire. Il est docteur honoris causa de l'Université de Neuchâtel. Ses recherches ont d'abord porté sur l'histoire économique et sociale de la Suisse aux 18^e et 19^e siècles, puis aussi sur l'histoire et l'historiographie de l'éducation, dans ce pays et en France. Il a dirigé le Service d'Histoire de l'Éducation de l'INRP de 1977 à 2010, et a fondé en 1978 la revue *Histoire de l'Éducation*.

Endereço: 180, avenue de Choisy - 75 013 - Paris - France.

E-mail: pcaspard@gmail.com.

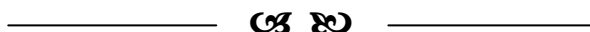
Reçu le 20 mai 2013.

Accepté le 9 septembre 2013.

L'HISTOIRE DE L'ÉDUCATION EN FRANCE

Antoine Prost discours à l'occasion de la réception
la distinction de Commandeur de la Légion d'Honneur

Antoine Prost



Au milieu des années 1960, l'Histoire de l'Éducation contemporaine n'existait pratiquement pas en France. Une poignée d'historiens seulement s'y consacraient: Maurice Gontard, auteur d'une thèse sur l'enseignement primaire, Paul Gerbod, qui avait consacré la sienne aux professeurs du secondaire, ou Jacques Ozouf, qui avait entrepris une enquête pionnière auprès d'instituteurs retraités et en avait tiré un merveilleux petit livre, *Nous les maîtres d'école*. Moi-même, après une thèse de science politique sur la Confédération Générale du Travail à l'époque du Front populaire, je travaillais à ma thèse d'histoire sur *Les anciens combattants et la société française de 1914 à 1940*.

J'ai écrit une histoire de l'enseignement en France aux 19^e et 20^e siècles parce que René émond me l'a demandé et qu'il me semblait utile, en effet, qu'il y eût un livre sur ce sujet dans la collection de manuels d'enseignement supérieur qu'il dirigeait. Mais il m'a suffi de deux ans pour l'écrire, et je crois avoir lu toute la bibliographie du sujet, car elle se limitait alors à quelques titres. J'ai même eu le temps de faire quelques recherches ponctuelles de première main. Ce serait aujourd'hui totalement impossible.

C'est en fait le ministère de l'Éducation nationale qui est à l'origine du développement de l'histoire de l'enseignement. En 1971, en effet, le ministre a créé une Commission d'histoire du ministère, à l'exemple d'autres ministères, et comme eux, il en a confié la responsabilité et l'animation à de hauts fonctionnaires auxquels il a donné quelques moyens. Après quelques tâtonnements, la Commission a recruté des chercheurs de statuts divers et elle est devenue, grâce à l'action d'un inspecteur général de l'administration, Guy Caplat, le Service d'Histoire de l'Éducation - SHE. Pour en faciliter la gestion, ce service a été rattaché à l'Institut National de Recherche Pédagogique.

Sous l'impulsion de Pierre Caspard, un historien de formation passé par l'ENS de la rue d'Ulm, le SHE a réalisé une œuvre considérable. Il a créé l'essentiel des instruments

dont les chercheurs ont besoin: des guides de recherche, des recueils de sources, textes législatifs et réglementaires, des dictionnaires biographiques des professeurs de la Sorbonne ou du Collège de France, des Inspecteurs généraux, des recteurs, une bibliographie méthodique annuelle, un monumental répertoire de la presse d'éducation en France depuis le 18^e siècle. Il a piloté des enquêtes sur les collèges d'Ancien Régime, ou sur le développement de l'enseignement technique. Il a réalisé les interviews de 270 acteurs ou témoins des politiques d'éducation et publié cinq volumes de notices qui fournissent, pour chaque interview, une analyse sommaire de son contenu et précisent dans quelles conditions elle est communicable aux chercheurs. Il a aussi, last but not least, créé et publié une revue qui s'est rapidement imposée comme la revue du domaine: *Histoire de l'Éducation*. La structuration de l'histoire de l'enseignement s'est effectuée en France essentiellement autour du SHE et de cette revue.

Dans les universités, en effet, l'histoire de l'enseignement est dispersée, marginalisée et mal structurée. Le CNRS a fait du SHE une de ses équipes associées, mais il n'a reconnu aucune autre équipe de recherche universitaire dans ce domaine et, à ma connaissance, aucune équipe ne lui a proposé une quelconque association. Les professeurs d'université qui s'intéressent à l'histoire de l'enseignement ne s'y consacrent pas entièrement. Moi-même, j'enseignais à Paris I l'histoire sociale et politique du 20^e siècle, et je n'ai consacré en vingt ans qu'une année à un cours de licence sur l'histoire de l'enseignement.

Christophe Charle, grand historien des universités et des universitaires, est aussi un historien des sociétés et de la culture. Jean-François Chanut, dont la thèse a remis en question l'idée d'un enseignement primaire écrasant les cultures locales, a publié une autre recherche sur l'armée et les débuts de la III^e République, et il enseigne l'histoire sociale du 19^e siècle à Sciences Po. Sa thèse a été dirigée par Mona Ozouf, une des meilleures connaisseuses de l'école primaire républicaine, mais dont le champ de recherche majeur est l'Histoire de la Révolution. Les chaires dédiées à l'histoire de l'enseignement se trouvent dans les Instituts de formation des maîtres, comme celle de Jean-François Condette à Arras, ou dans les départements de Sciences de l'Éducation, et non d'Histoire. C'est le cas à Paris V, avec celle qu'occupait Claude Lelièvre, à qui a succédé Rebecca Rogers aujourd'hui, à Paris VIII avec Antoine Savoye, ou à Amiens avec Bruno Poucet.

La seule chaire d'histoire de l'enseignement dans un département d'histoire est celle qu'occupe actuellement Jean-Noël Luc et dont la première titulaire fut Françoise Mayeur, qui avait consacré sa thèse à l'enseignement secondaire des jeunes filles. Les doctorants qui ont suivi un cursus d'histoire et se consacrent à celle de l'éducation se retrouvent dans le séminaire de J.-N. Luc, le public de ceux de R. Rogers ou d'A. Savoye ayant un cursus antérieur plus bigarré. Mais l'Histoire de l'Éducation semble institutionnellement plus forte dans les départements de Sciences de l'Éducation que dans ceux d'Histoire. Quand J.-N. Luc partira à la retraite, il n'est pas certain que son université, Paris IV, conserve à sa chaire sa spécialisation.

D'une certaine manière, l'histoire de l'enseignement souffre, dans les disciplines canoniques des universités, les disciplines nobles, de la péjoration qui entoure la Pédagogie. Signe de cette marginalité relative, le panorama de la recherche historique en France présenté par François Bédarida au Congrès International des Sciences Historiques de Montréal ne consacre aucun développement à l'histoire de l'enseignement ni à la revue *Histoire de l'Éducation*, alors qu'il s'agit d'un secteur dont le développement est impressionnant, comme l'attestent les bibliographies publiées par cette revue.

Cette relative marginalité présente cependant quelques avantages. Les historiens qui s'intéressent à l'éducation se trouvent nécessairement impliqués dans d'autres recherches, qui touchent de multiples aspects de l'évolution politique et sociale. Ceci leur donne une conception large de l'histoire de l'éducation. Elle est en France étroitement liée à l'histoire sociale et politique. C'est une histoire largement ouverte et qui apporte une contribution essentielle à la compréhension de notre société.